

DECLARATION CGT AU CHSCT UCF MARSEILLE DU 22 SEPTEMBRE 2009

Pour la délégation CGT, il était impossible de débiter cette réunion du CHSCT UCF Marseille sans évoquer les 23 vies sacrifiées depuis février 2008 à France Télécom, sur l'autel de la rentabilité financière.

Vendredi 11 septembre 2009, un 23^{ème} salarié de France Télécom se suicide.

Déjà, en 2005, Dominique Decèze avait choisi le titre « La Machine à Broyer » pour baptiser son œuvre visionnaire, qui décrivait avec une précision chirurgicale, les différentes stratégies déployées par les directions de France Télécom pour mettre l'entreprise sur les rails de la privatisation, et la souffrance du personnel qui en découlait.

*Il aura fallu 21 suicides de salariés depuis février 2008 pour que la direction de France Télécom accepte de prendre enfin la mesure des drames qui se jouent dans ses murs. Elle évoque désormais « la prévention des Risques Psychosociaux ». L'important dans ce dernier terme, c'est bien le mot social. Il faut toujours une détresse personnelle pour mettre fin à ses jours et aucune ne ressemble à une autre. **Mais il serait bien aveugle de n'y voir qu'une succession de drames individuels...***

Après avoir longtemps ignoré, minimisé, colmaté à peu de frais les dégâts provoqués dans le personnel par les restructurations permanentes, la direction de France Télécom est rattrapée par la réalité. Au lendemain de l'annonce de son « plan d'action » contre les suicides, elle a dû répondre d'un nouveau drame parmi ses salariés. À Paris, une jeune femme cadre de 32 ans, employée au service recouvrement d'Orange, est décédée après s'être défenestrée, au sortir d'une réunion portant sur la réorganisation de son service. Elle venait d'apprendre qu'elle changeait de chef, après avoir déjà subi, en juin, une mutation de Courbevoie à Paris. Une enquête de police a été ouverte.

Sans rejeter en bloc le lien avec le travail, le DRH estime « qu'il est difficile de se prononcer », et il ne manque pas d'indiquer que « cette jeune femme avait des difficultés personnelles connues du service de ressources humaines et de la médecine du travail ». Sur les mesures à prendre, le DRH s'en tient aux annonces de la semaine dernière : l'entreprise va chercher à détecter les « salariés fragiles » et va « mieux accompagner » les réorganisations. Les stopper ? « C'est inenvisageable, ou alors la concurrence doit être gelée et la technologie cesser d'évoluer », qui ose affirmer que « la mobilité s'est faite, pour l'immense majorité des salariés concernés, sur la base du volontariat ». Quelle est la marge de manœuvre d'un agent dont le service ferme ou dont le poste est supprimé ?

C'est dans ce climat tendu que doivent s'ouvrir, vendredi, les négociations d'entreprise sur le stress, qui pourraient rapidement achopper sur la question de la légitimité des restructurations.

*Aussitôt, les syndicats ont réagi en réclamant de la direction des mesures « urgentes et radicales », notamment **l'arrêt des restructurations**, principale cause du mal-être chez les salariés : **en moyenne, les agents de France Télécom subissent un changement de métier ou de lieu de travail tous les six mois**. Les syndicats estiment que cette déstabilisation est voulue pour inciter le personnel, en majorité fonctionnaire et non licenciable, à partir « volontairement ». Les syndicats ont aussi appelé l'État à intervenir : garant de la santé publique, ce dernier est aussi le principal actionnaire de France Télécom (26 % du capital), ex-employeur des 65 000 fonctionnaires du groupe, et instigateur de la privatisation.*

13 ans après le passage en société anonyme, 12 ans après l'ouverture du capital, France Télécom en est aujourd'hui à défrayer la chronique pour les suicides touchant ses salariés.

Un technicien du centre d'intervention de Troyes a tenté de se suicider en se plantant un coup de couteau en pleine réunion d'équipe, alors que la suppression de son poste venait d'être confirmée. Une autre victime à Marseille, a mis directement en cause l'entreprise, en expliquant dans une lettre s'être donné la mort « à cause de son travail à France Télécom ».

Même au 23^{ème} suicide en 18 mois, sa « déformation professionnelle » pousse son dirigeant à parler de « mode du suicide au sein de l'entreprise », propos tout simplement révoltants qui ont immédiatement suscité une vive polémique.

Le PDG de France Télécom, Didier Lombard, a d'ailleurs été contraint de s'excuser des propos qu'il a tenus la veille.

Après la direction de France Télécom, c'est maintenant le gouvernement qui est obligé de réagir, tout aussi tardivement, à la vague de suicides parmi le personnel de France Télécom.

Le secrétaire général de l'Élysée déclare que « c'est une obligation, c'est un devoir pour l'entreprise et pour le gouvernement, qui est puissamment actionnaire, de se pencher sur cette question ». L'Élysée reprend la ligne de défense de la direction du groupe : « Le suicide est une affaire trop grave, trop personnelle, pour qu'on puisse réduire ce phénomène à un problème d'organisation d'entreprise »

Le syndicat CGT de France Télécom ne partage pas du tout cette analyse et rappelle que « Ça fait douze ans qu'on nous renvoie sur la fragilité individuelle, c'est un alibi de la direction. Pour nous, les salariés sont fragilisés par la stratégie de l'entreprise ».

Dans ce cadre, la CGT considère que les « directions d'entreprise qui refusent d'écouter les Organisations Syndicales portent une lourde responsabilité dans ces terribles drames ».

Aujourd'hui, la CGT attend une intervention ferme de l'État : il doit imposer à France Télécom de réelles mesures pour enrayer cette spirale infernale, comme le gel des restructurations, et l'ouverture de véritables négociations sur l'organisation du travail. Il faut qu'il contraigne l'entreprise à revoir sa stratégie sur l'organisation du travail, son contenu, ses finalités. Les problèmes ne seront pas réglés avec des mesures provisoires et curatives.

Pour la CGT, rien de ce qui arrive n'était imprévisible, l'État a créé les conditions. Il devait soi-disant rester actionnaire à 100 %, il a vendu ses parts pour descendre à 26 %. Et chaque mois il valide la stratégie de l'entreprise au conseil d'administration. La ministre de l'Économie, Christine Lagarde, a justement demandé la convocation « urgente » d'un CA.

Au nom de quoi tant de drames pour des salariés, pour leurs familles ?

Au nom de quoi tant de souffrances, tant de dégradations des conditions de travail et de vie ?

Au nom du profit, au nom de la rentabilité financière maximale imposée par nos dirigeants et leurs amis les gros actionnaires insatiables. Nos dirigeants répètent à l'envi : nous sommes dans un secteur concurrentiel qui évolue sans cesse où il faut s'adapter... La concurrence, ils l'ont voulu, la concurrence c'est la guerre économique et comme toute guerre ceux qui la déclarent en tire les bénéficiaires, ceux qui la font les sacrifices et les drames... **La concurrence c'est un leurre pour les consommateurs, pour les salariés, un malheur.**

Mais quelque chose ne change jamais dans cet environnement : ce sont les milliards d'euros pillés par nos dirigeants années après années partagés entre amis avec les actionnaires... Après les 3,66 milliards versés aux actionnaires fin 2008 (+ 7,5%) et le salaire du PDG de 1 millions 652 100 euros (+10, 25%), les patrons viennent de décider un versement d'acompte par dividende de 0,60 euros par action pour le 1er semestre 2009 quand dans le même temps près de 3000 emplois ont été détruits. Ces pillages plombent et parasitent l'avenir de France Télécom. Messieurs Bengemann, Bon, Breton et Lombard vos coffres sont bien remplis, votre santé doit être bonne et votre conscience sereine !

Voilà pour la CGT la cause de tous les drames au travail, de toutes les souffrances, de toutes les réorganisations et mobilités imposées, de toutes les suppressions d'emplois, de toutes les dégradations des conditions de travail, du recours à l'emploi précaire, à la sous-

traitance. **Ils pillent l'argent de notre travail en nous faisant souffrir en plus !!!** Au service de cette cause égoïste et méprisante, il y a toutes les méthodes élaborées par nos dirigeants dans leurs choix de gestion, dans leurs méthodes de management.

Le ministre du Travail a « engagé » l'entreprise à négocier un accord sur le stress au travail (chose déjà prévue), souhaitant notamment que soient mises en place une gestion prévisionnelle des emplois et des compétences (GPEC) et une « meilleure prise en compte de la situation personnelle des salariés dans l'organisation du travail ». Entre les lignes, on comprend qu'il ne s'agit en aucun cas de revoir la légitimité des restructurations, mais seulement de les annoncer un peu à l'avance (GPEC) et de limiter les dégâts en repérant les salariés les plus à même de craquer.

Confirmation par Didier Lombard, qui, au sortir de la rencontre, a jugé « impossible de mettre un terme aux restructurations de l'entreprise, comme le demandent les syndicats. On va apprendre à bouger différemment, de façon plus humaine, plus sociale, jurant « contrôler le phénomène de contagion » des suicides provoqué, selon lui, par la « médiatisation ».

Invective à la presse plutôt déplacée de la part d'une entreprise qui a attendu la médiatisation des suicides avant d'admettre le problème...

La direction s'engagerait ainsi à renforcer les équipes de médecins du travail (dont beaucoup ont démissionné, découragés), les services sociaux, l'encadrement de proximité, et à ouvrir des négociations sur une déclinaison dans le groupe de l'accord national interprofessionnel sur le stress, signé en juillet 2008.

Le technicien qui s'est poignardé il y a quelques jours a, certes, expliqué avoir « prémédité son geste », pour « dénoncer les conditions de travail et exprimer un ras-le-bol ». La médiatisation l'a donc influencé, **mais le fait que les salariés soient prêts à payer de leur corps pour adresser un message à la direction prouve, et non minimise, la gravité de la situation.**

Qui pourrait contester que s'engage une discussion, pour évaluer la situation interne de l'entreprise, sur les moyens de prévenir de pareils drames, sur le rôle et le respect des Institutions Représentatives du Personnel ? L'État dans cette affaire peut-il s'exonérer de ses propres responsabilités d'actionnaire, qui plus est d'une entreprise dont 70 % de ses employés relèvent du statut public ? Peut-on séparer la formidable pression dans la course au résultat exercée sur ces derniers, en amont, de la décision, en aval, de verser à tous les actionnaires un dividende en hausse de 7,7 % en ces temps de crise, et dégager 8 milliards d'euros de cash-flow tout en réduisant l'endettement de près de 34 autres milliards ?

La CGT rappelle que « rien de tout cela n'était imprévisible. Ce sont les choix stratégiques tournés vers la recherche obsessionnelle du profit qui sont en cause ».

Pour la CGT, qu'ils l'admettent ou non, il y a bien un lien entre les deux. La quête effrénée du résultat financier va de pair avec la course au chiffre, la perte de savoir-faire par le recours à la sous-traitance en cascade soumise aux mêmes critères, la nécessité pour cela d'isoler les salariés. Et lorsqu'il s'agit d'une entreprise dont la culture était marquée par la fierté de la mission publique, dont le critère d'efficacité publique et sociale est en pleine contradiction avec ces impératifs-là, en effet, ce qui se passe actuellement n'est en rien imprévisible.

Alors jusqu'où ira l'écoute des organisations collectives de salariés, qui en sont à mettre en place des groupes de réflexion sur le suicide au travail ?

Un salarié identifié DYDO 5 403 par France Télécom, a décidé de s'adresser à son PDG. C'est donc ainsi qu'il a choisi de signer cette « lettre ouverte » à son PDG. Il y a six ans, déjà, en 2002, il avait tenté de mettre fin à ses jours dans le bureau d'un cadre. Le service dans lequel il officiait comme technicien qualifié à la gestion du réseau était promis à la fermeture. France Télécom lui avait proposé trois postes, tous des emplois de plate-forme téléphonique, n'ayant rien à voir avec son métier. « Je suis un technicien, pas un commercial », répétait-il

alors, refusant les offres. Il fut donc « muté d'office ». C'est la procédure. **J'avais vingt-six ans de carrière, et deux mois ont suffi pour tout démolir** », raconte-t-il. Après dix mois d'arrêt, DYDO 5 403 a dû accepter un poste « bas de gamme », comme il dit.

Il tire des fils toute la journée mais il a choisi « de ne plus se taire ». Dans sa commune de 6 000 habitants où il se fait élire comme conseiller municipal, puis dans son syndicat, la CGT, il retrouve un nom. Et contribue à créer un groupe de travail sur la question pour démontrer qu'il fallait briser le tabou, combattre l'idée que les suicides tiennent à des causes personnelles : c'est bien le travail qui fait craquer. DYDO 5 403 a choisi personnellement de s'adresser à Didier Lombard, PDG de France Télécom. Pour lui, ne plus se taire c'est aussi un moyen de tenir le coup.

Lettre ouverte

« Devant le désastre humain de ces derniers jours, je me permets de vous interpellier pour apporter ma vision d'agent France Télécom sur ce séisme que vous n'avez pas vu venir, enfermé que vous êtes dans votre tour de Babel. J'estime de mon devoir de vous faire part de mes réflexions pour comprendre comment on en est arrivé là. Je suis convaincu que vous n'avez pas le monopole de la vérité, malgré votre fonction de PDG.

Avec les PDG qui vous ont précédé, MM. Bon et Breton, vous avez planifié, programmé avec des juristes, des experts, des consultants, des organismes de formation pour cadres, une politique de management et organisationnelle pour mettre sur les rails du capitalisme pur et dur notre entreprise. À travers cette politique, vous avez laminé les syndicats, vous avez éloigné inexorablement les centres de décisions en augmentant les territoires des directions régionales, ne laissant sur le terrain au plus près de vos agents que quelques petits chefs issus de leurs rangs pour servir de liens.

La première grosse erreur de cette politique a été de spolier l'identité professionnelle de la majorité de vos agents venant des PTT avec de réelles formations de métiers. Le lien sur le terrain dévolu à ces cadres « N+1 » n'avait plus rien de social. Ce n'était, ce n'est qu'un relais pour mettre en place vos méthodes, vos processus, vos directives, vos aspirations de suppressions d'emplois, pour être crédible auprès des marchés financiers. Beaucoup ne se rendent pas compte du rôle que vous leur avez fait jouer ou qu'ils jouent encore.

Les syndicats, parlons-en... Stratégiquement, là aussi tout était planifié. Par des restructurations incessantes, vous les avez confinés année après année, changement de périmètre après changement de périmètre, dans un travail de réorganisation permanent pour répondre à votre mise en place des Institutions Représentatives du Personnel (IRP). Vous avez voulu des syndicats affaiblis. Vos fiançailles avec les marchés financiers, les actionnaires, vous ont poussé à détruire insidieusement les contre-pouvoirs garants des équilibres sociaux. Certainement au-delà de vos espérances...

Oui, pendant des années, devant le peu de lutte collective d'envergure, vous avez cru gagner. Vous pensiez, comme notre président de la République, que « quand il y a une grève à France Télécom, on ne s'en rend plus compte ». En surfant sur la démagogie et sur l'individualisation à outrance, vous avez mis en place votre politique de restructurations incessantes de vos services.

Après la perte d'identité professionnelle, la perte d'identité géographique : mobilités forcées, imposées. Avec à la clé un travail répétitif, sans autonomie, à la place d'un vrai métier.

Quel projet proposez-vous à ces personnels en errance pour se reconstruire ? Votre projet d'entreprise ? Croyez-vous sincèrement qu'ils puissent y adhérer ? Quel manque de discernement !

Pour casser toute velléité, mise en place d'un management impitoyable, infantilisant, ou dans chaque parole des cadres on entend les mêmes réponses, les mêmes allégations, les mêmes phrases, les mêmes arguments, à la virgule près, pour nous faire accepter l'inacceptable. Sans oublier les chiffres, les indicateurs... Ces années que vous avez planifiées

sont d'une violence inouïe. Je suis sûr que l'histoire le jugera un jour ou l'autre. Et voilà que cette violence vous revient en pleine figure, comme un boomerang.

Vous avez cru gagner mais vous avez perdu. Ne laissant que peu d'espace à l'expression démocratique, aux luttes collectives, aux résistances organisées, en méprisant la représentation syndicale (il suffit de lire les réponses faites aux questions des délégués syndicaux et des délégués du personnel où ne transpirent qu'arrogance, suffisance, mépris), vous n'avez pas vu ou pas voulu voir apparaître depuis quelques années une nouvelle forme de lutte insidieuse, souterraine : le suicide... La nature a horreur du vide. Sur les conseils éclairés de certains experts en communication à la solde des décideurs économiques et politiques, vous avez fanfaronné, dénié ce sujet. Vous avez sali la mémoire des premiers collègues disparus en les méprisant, en cantonnant leur geste désespéré dans des problèmes familiaux, personnels.

Quelle erreur, quel dédain, quelle suffisance ! À force de ne côtoyer que les arcanes des pouvoirs politiques, économiques, médiatiques, on en devient aveugle... Les travailleurs, les gens de peu, les millions de personnes n'ayant pas de Rolex à cinquante-cinq ans n'existent plus...

Et pourtant, la médecine du travail, malgré son peu de moyens, vous alertait. Les comités d'entreprises (CE), les comités d'hygiène et de sécurité (CHSCT) aussi. Mais la victoire est une drogue douce, elle enivre, elle isole, elle grise. Votre rouleau compresseur écrasait tout sur son passage. Les bénéfiques année après année justifiaient vos choix auprès des marchés. Vos actionnaires vous remerciaient...

Devant ce no man's land de luttes dignes de ce nom, ces signaux puérils de détresse ne vous inquiétaient pas. La puissance de votre communication étouffera à travers les médias ces résidus de gêne d'image de la marque, pensiez-vous. La voie royale du libéralisme était dégagée. On a gagné ! On a gagné ! Et puis le grain de sable. Vos agents hommes, femmes qui veulent vivre debout, dignes, devant votre mutisme, osent symboliquement perpétrer leur suicide sur leur lieu de travail. Crime de lèse-majesté...

En réponse, toujours votre mépris. Pour calmer les médias, vous faites dire par un de vos directeurs : « À France Télécom, on ne se suicide pas plus qu'ailleurs. » Quelle gaffe ! Quel camouflet pour ces hommes et ces femmes ! Vous rendez-vous compte où vous a mené votre aveuglement ? Obliger vos agents avant leur dernier geste à bien préciser qu'ils n'avaient pas de problèmes familiaux, financiers ou autres. Leur problème, c'est bien France Télécom, c'est bien la politique managériale que vous avez mise en place. C'est une violence supplémentaire à laquelle je ne trouve pas de nom. C'est une insulte à la dignité de ces personnes et à leur famille. Ce que j'ai écrit et affiché sur mon lieu de travail avant les événements du 10 septembre 2009 (un collègue qui se poignarde) et du 11 septembre (une collègue qui se défenestre), malheureusement me donne raison : « Le pire est à venir. »

Votre réunion du 10 septembre dernier n'apporte qu'une partie des réponses aux attentes de ces centaines d'agents en stand-by. La mise en place d'un audit extérieur, quelle désillusion, quel manque de respect pour vos équipes de médecine du travail, des élus du CE et du CHSCT qui n'ont eu de cesse de vous alerter, signaler les dérives, les ravages de votre politique à travers des rapports. Peut-être étaient-ils rédigés en chinois et vous n'avez pas daigné les traduire ?

Il est encore temps de les lire...

À l'heure où nous en sommes, que vous reste-t-il pour demeurer crédible auprès de vos agents ?

Soit vous reconnaissez publiquement votre responsabilité dans la souffrance de vos agents, avec en parallèle de véritables négociations avec les syndicats pour infléchir cette politique.

Cette décision serait un geste fort, à même de calmer cette spirale infernale. Elle demande du courage et du cœur... Soit vous restez droit dans vos bottes en niant les relations de cause à effet de votre politique et là, effectivement, je redoute le pire...

Je n'accepterai pas, pour ma part, la troisième solution qui se dessine. C'est-à-dire la mise en place du repérage des agents potentiellement à risque pour un traitement individualisé pour les éradiquer, les gommer, les culpabiliser, les stigmatiser et recommencer comme si rien n'était arrivé.

Veuillez accepter cette humble contribution à votre réflexion ; humainement, pour tous mes collègues, je ne pouvais plus me taire.

Malgré la souffrance qui m'écorche, recevez mes respects.

Ceci est mon « code alliance » à France Télécom, car en tant qu'être humain, je n'existe plus depuis 2002 dans votre entreprise. »

DYDO 5403

Marie Pezé, psychanalyste, spécialiste de la souffrance au travail, déplore qu'il y aura d'autres suicides en dénonçant le « harcèlement institutionnel et stratégique » de France Télécom, pour qui « l'essentiel, c'est de faire partir les gens ».

Elle juge « délétère » l'idée de faire repérer les salariés fragiles par les managers, qui sont aussi ceux qui appliquent les décisions de la direction, prescrivent l'intensification du travail, les changements de postes. C'est donc à ceux qui infligent ce qui est insupportable qu'on va demander de détecter les signaux. Selon elle, « les salariés vont chercher à cacher leur état », et si un agent « se suicide, on va dire aux managers que c'est de leur faute. On aura des suicides de cadres ».

Le DRH du groupe, Olivier Barberot, indiquait que les 20 000 managers du groupe seraient « formés à la détection des signaux de faiblesse psychologique dans les équipes ». Une formulation qui oriente la recherche des causes vers les facteurs individuels, personnels. Les salariés fragiles ? Pour la CGT, tous les salariés sont fragiles à France Télécom, puisqu'ils ne savent pas où ils seront demain !

France Télécom vient de vivre une épreuve de longue durée, une chirurgie lourde qui a fait **d'un service public performant une entreprise privatisée qui n'évoque plus des usagers mais des clients et a substitué à l'intérêt social de froides logiques de rentabilité. Ceux des salariés qui sont restés fonctionnaires vivent dans une contradiction permanente.** Le management a suivi, imposé avec le zèle des nouveaux convertis à la libre concurrence ou des vieux routiers des affaires. C'est le travail même qui est malade, parce que les aspirations à se réaliser sont niées et la dignité bien souvent malmenée. Accroître encore et toujours la productivité, abaisser de nouveau et sans trêve le coût du travail.

Des spécialistes s'indignent de l'usage excessif d'anxiolytiques et de somnifères dans notre pays. Combien font le rapprochement avec le fait que la France est sur le podium mondial des pays où la productivité est la plus forte ? C'est affaire de qualification, c'est entendu, mais cette médaille a un prix en intensité du travail, en pression sur les salariés, les ouvriers on le sait, les employés de plus en plus, et les cadres comme on le découvre ces dernières années.

A l'heure du bilan, le parallèle entre France Télécom et nos entreprises est frappant.

L'entreprise met à disposition un **numéro vert** qui permettra aux salariés dans la difficulté de parler à des psychologues extérieurs à France Télécom. **Comme nous...**

Les restructurations successives décidées par les dirigeants sont utilisées comme de véritables armes de destruction massive : pertes de repères des agents, éclatements des collectifs de travail, stabilités supprimées. **Comme nous...**

Les agents de France Télécom sont aujourd'hui réduits à de simples matricules. **Comme nous...**

A chaque fois, la même rengaine, la direction de France Télécom ramène ces actes à des problèmes familiaux ou de fragilité individuelle. **Comme nous...**

Le Ministre propose que son directeur général du travail, assiste à la prochaine réunion du Comité National d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail (CNHSCT) de l'entreprise. Pas comme nous, puisque nos directions ont cru bon se passer de cet organisme lors de la transformation en filiales...

Comment ne pas penser que le laxisme des entreprises tient une part de responsabilité dans ce gâchis humain puisque des négociations sur le stress doivent enfin démarrer dans les prochains jours... alors que ces discussions étaient déjà au programme depuis des mois ?

Parmi les gâchis provoqués par le capitalisme, les ravages humains ne sont pas les moindres et ils accompagnent toujours la destruction de l'outil de travail. Que d'espoirs brisés, de dévalorisation de soi, sont provoqués par la précarité à laquelle une majorité de jeunes salariés sont désormais astreints ! Les premiers pas dans la vie adulte deviennent un parcours d'obstacles qui dure, qui dure...

Le sort des salariés de France Télécom et leur mal-être concernent toute la société. Libérer le travail est à coup sûr une dimension majeure de l'émancipation humaine.

La solution passe par un accroissement du pouvoir des IRP pour travailler correctement sur la prévention.

Mais pour cela, l'ensemble du personnel quelque soit son collègue doit véritablement s'en mêler pour arracher ces avancées.

Pour mémoire, la branche nucléaire d'EDF SA a déjà été confrontée au problème puisque 6 suicides ont eu lieu en 3 ans sur la centrale de Chinon.

Chers agents de nos entreprises ERDF GRDF, votre syndicat CGT a besoin de vous pour peser de tout son poids, aidé par les autres Organisations Syndicales pour mener les luttes indispensables pour empêcher que nos entreprises soient le théâtre de désastres similaires.

Dernière minute, le syndicat CGT a appris hier qu'un cadre travaillant pour l'Unité Réseau Électricité Avignon a mis fin à ses jours dans la nuit de jeudi à vendredi.

Une enquête approfondie du CHSCT permettra d'établir ou non le lien de cause à effet entre le travail et cet acte désespéré.